

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nous appelons tous les fonctionnaires travaillant à Bruxelles à rejoindre pendant leur pause de midi ce jeudi la manifestation des jeunes pour le climat!

Nous appelons plus largement tous les fonctionnaires à s'engager dans le mouvement climatique, pour défendre l'intérêt général et la continuité du service public, dans le respect de la loi et de leurs devoirs envers l'Etat.

24/01/2019

Ce jeudi 24 janvier 2019, la troisième marche des étudiants du secondaire pour réclamer une meilleure politique pour le climat aura lieu à Bruxelles. Le rassemblement se fera à 10h30 au carrefour de l'Europe, en face de la gare Centrale. La marche passera notamment dans la rue de Namur, la rue Luxembourg, la rue Joseph II ou encore la rue du Congrès pour se terminer à hauteur de la gare Centrale vers 13h30.

La Fédération des étudiants francophones incite les étudiants du supérieur à rejoindre les élèves du secondaire lors de cette marche, tout en respectant profondément son auto-organisation et son indépendance.

Bruxelles est un lieu unique au monde car à la fois le siège de l'Union européenne, de nombreuses institutions internationales, de l'Etat fédéral, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région flamande et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Des dizaines de milliers de fonctionnaires y travaillent au service des citoyens, et mettent en œuvre les politiques publiques dans la neutralité, la loyauté et la réserve inscrite dans les règles de la fonction publique.

Ces fonctionnaires, comme n'importe quel citoyen, jouissent tous de la liberté d'expression, sur notre continent qui a vu naître la démocratie.

Alors que les législatures voient des majorités politiques alternatives se succéder au pouvoir et mettre en œuvre leurs priorités, l'Administration demeure et assure avec zèle la continuité du service public et la préservation de l'intérêt général, celui de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

Proches du pouvoir politique et proches des citoyens, proches des scientifiques, des associations et des entreprises, courroie de transmission indispensable de la démocratie belge et européenne, les fonctionnaires sont idéalement placés pour connaître l'extrême urgence et la gravité de l'enjeu climatique. Ils constatent, chaque jour, en fonction des dossiers, la puissance et l'impuissance publique de la démocratie. Pour le climat, ils ne peuvent que se révolter contre l'inertie actuelle.

S'il les étudiants se demandent à quoi bon aller à l'école s'il n'y a pas de futur, les fonctionnaires se demandent également à quoi bon faire fonctionner l'Etat et les services publics s'il n'y a pas de futur. L'enjeu climatique transcende désormais toutes les politiques, tous les partis, et tous les corps intermédiaires qui sont la colonne vertébrale de la démocratie.

Ayant à cœur de protéger l'intérêt général, qu'ils ont chevillé au corps, les fonctionnaires ne peuvent *laisser les jeunes dans la rue sans rien faire*.

Garants de la loi, soucieux de leur neutralité, de leur réserve et de leur loyauté, ils ne peuvent légalement incarner la désobéissance civile au sein de l'Etat. Mais défenseurs de la santé humaine, de l'intégrité de l'environnement, de la Constitution et des lois, de la sûreté de l'Etat, de la stabilité de l'économie, de la solidarité sociale, de la sécurité des installations nucléaires, des routes, des transports en commun, des malades, des migrants, des élèves et étudiants, des personnes âgées, des personnes précarisées, de l'approvisionnement en eau et en énergie, des voies de communication et bien d'autres choses encore, ils ne peuvent non plus se taire et se retrancher derrière leur fonction dont le sens est mis en péril.

Lorsque c'est l'existence même de la communauté des citoyens, de l'Etat et des institutions, quand c'est la continuité même du service public, quand c'est la garantie de la démocratie qui sont toutes à la fois menacées par l'inertie actuelle face au réchauffement climatique, les fonctionnaires ne peuvent empêcher leur conscience de leur rappeler le sens de leur mission, et leur rôle fondamental dans le maintien des institutions démocratiques.

C'est pourquoi nous appelons tous les fonctionnaires de Belgique et d'Europe, agents des régions, des communautés, de l'Etat fédéral, de l'Union européenne, les enseignants de l'enseignement obligatoire et du supérieur et employés des entreprises publiques, à utiliser leur droit constitutionnel à la liberté d'expression, et à se souvenir de leur devoir envers les citoyens.

Nous appelons ceux qui le peuvent, dans le respect de la loi et des règlements de travail de la fonction publique, à rejoindre, où et quand ils le peuvent, les actions, manifestations, grèves et pétitions initiées par la société civile pour réclamer une ambition politique maximale pour le climat. Nous les appelons à agir chaque jour, dans leur fonction et dans toutes les compétences, afin de relever les défis climatiques.

Ce jeudi midi en particulier, durant leur pause, nous rappelons que les fonctionnaires sont libres de se déplacer en rue, y compris au sein d'un cortège de jeunes manifestants !

Signez la pétition : <https://chn.ge/2PENqV6>

Pour le Comité d'initiative de la pétition Déclarons l'état d'urgence environnemental :

Laurent Lievens

Josué Dusoulier

Théophile Lienhardt

Cédric Chevalier

Paul Blume

Thibault de la Motte

Déclarons l'état d'urgence environnemental !

e-mail : urgence.environnement@gmail.com

web : <http://www.urgence-environnement.be/>

FB : <https://www.facebook.com/EnvironmentalEmergency/>

Pétition : <https://chn.ge/2PENqV6>